

Édito

Voici notre premier bulletin. Nous l'avons conçu d'abord comme un outil de travail pour les collaborateurs du Maitron-Alsace.

Il contient des informations générales. En premier lieu, pour donner une vue large de notre champ de travail, la liste des associations, syndicats et partis qui ont formé le mouvement social alsacien dont la mémoire nous intéresse.

Il y a ensuite un tableau chronologique des élections qui se sont tenues dans la période 1939-1968. Il doit permettre d'éviter les approximations ou les vérifications un peu fastidieuses qu'il faut entreprendre quand la mémoire défaille.

Enfin, une sélection de notices est proposée, qui reflètent la variété du mouvement social alsacien. Origine et parcours de ces militants témoignent de l'ouverture de nos recherches, de la variété des styles des auteurs et des difficultés objectives que nous rencontrons pour renouer le fil de leur vie militante.

Voilà pour les indications méthodologiques de ce premier bulletin. Les numéros suivants aborderont d'autres thèmes, en fonction de la demande des collaborateurs. Leur liste indicative figure page 8. Elle correspond à ce qui serait rapidement disponible, mais nous lançons un appel à contribution aux collaborateurs qui auraient d'autres idées, d'autres besoins, d'autres documents prêts.

Le calendrier de travail du dernier trimestre 2001 est annoncé page 7. La rentrée sera le temps fort de notre activité cette année.

Les conférences des 9 et 10 novembre sur les questions de l'autobiographie devraient nous permettre d'avancer chacun plus efficacement dans nos travaux, et de nous faire connaître en élargissant notre audience par le choix des thèmes traités et la qualité des intervenants. Historiens, sociologues, littéraires seront invités à ces manifestations.

Cette ouverture aux autres champs indique aussi que notre bulletin doit servir de liaison entre tous les partenaires impliqués de près ou de loin dans notre entreprise : les rédacteurs bien sûr, qui ont besoin de savoir comment avance le travail, mais aussi les associations liées à l'histoire du mouvement social, les institutions qui ont à cœur de voir surgir, des témoignages que nous allons chercher à la source, un pan jusqu'à présent ignoré, voire parfois dénaturé, de l'identité alsacienne.

La présentation régulière de l'état d'avancement de nos recherches nous rendra crédibles et nous permettra, nous l'espérons, d'obtenir une aide morale, matérielle et financière pour aller plus loin. Le bulletin de l'association Almémos est donc aussi un instrument de mesure de la qualité du travail accompli.

Sommaire

| | |
|--|---|
| | |
| L'association | 2 |
| | |
| Extraits des statuts | 2 |
| | |
| Présentation du Maitron | 3 |
| | |
| Documents de travail | |
| Liste des corpus | 4 |
| | |
| Chronologie des élections de 1939 à 1968 | 4 |
| | |
| Exemples de notices | |
| Krumnow Frédo | 5 |
| | |
| Weber Lucien | 6 |
| | |
| Calendrier | |
| Journées «-Autobiographie-» 9 et 10 novembre 2001 | 7 |
| | |
| Renseignements pratiques | |
| Adresses | 8 |
| Bulletin d'adhésion | 8 |

L'association Almémos

L'association Alsace Mémoire du Mouvement social (Almémos) s'est constituée le 10 mars 2001 à Strasbourg. Elle a été inscrite le 22 mai au registre des associations du Tribunal de Strasbourg. À l'instar de celles qui existent déjà dans plusieurs régions françaises, elle s'est donnée pour objet de contribuer à l'élaboration, la rédaction et la diffusion du Dictionnaire biographique du Mouvement social, d'encourager et de développer les recherches scientifiques autour de l'histoire du monde ouvrier et du mouvement social en Alsace, de favoriser la conservation des documents et des archives les concernant, de faciliter, dans un cadre plus large, les initiatives concernant l'histoire sociale, politique et culturelle de l'Alsace contemporaine.

Le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (qui prend désormais le nom de Dictionnaire biographique du mouvement social) est une entreprise monumentale de longue haleine entreprise depuis 1955 par Jean Maitron, un universitaire historien, avec le concours de 450 auteurs. Sa publication a commencé en 1964 aux Éditions ouvrières (aujourd'hui Les Éditions de l'Atelier). Après le décès en 1987 de l'initiateur de l'œuvre (que l'on appelle souvent le Maitron), la direction de l'entreprise a été reprise par Claude Penneret, chercheur au CNRS. 44 volumes ont paru jusqu'en 1997, présentant 110 000 biographies de militants du socialisme, du communisme, du christianisme social, de l'anarchisme, du syndicalisme, de la mutualité et du mouvement coopératif qui ont œuvré dans tous les départements français de 1789 à 1939. Le même éditeur a publié Le Dictionnaire biographique des militants gaziers-électriciens et dans la série Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international des volumes sur l'Allemagne, la Chine, la Grande-Bretagne, le Japon et l'Autriche, suivis dans les prochains mois d'un Dictionnaire biographique des Kominterniens. On trouve ces ouvrages dans la plupart des bibliothèques publiques et universitaires en France et à l'étranger. La version papier du Dictionnaire

1789-1939, revue et complétée, existe maintenant également sur un CD-Rom unique publié par le même éditeur.

L'équipe du « Maitron », rajeunie, s'est attelée depuis plusieurs années à continuer ce travail en mettant à jour de façon permanente les données déjà publiées, notamment grâce à l'ouverture de nouveaux fonds documentaires, parmi lesquels les archives de Moscou. Mais l'essentiel de ses efforts porte désormais sur la rédaction des biographies des principaux militants qui ont agi en France pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment dans la Résistance, et après la Libération jusqu'aux événements de 1968. Le champ couvert par le Dictionnaire s'étend à des séries de personnalités, moins envisagées dans les périodes antérieures (intellectuels engagés, anticolonialistes, féministes, militants familiaux, militants de l'éducation et de la culture populaire, prêtres ouvriers et missionnaires au travail, syndicalistes enseignants et étudiants, etc.) Dans quelques années paraîtront à la fois la 5e période (1939-1968) du Dictionnaire papier (Dictionnaire biographique du mouvement social, 12 volumes) et une édition sur support électronique. Sont également en préparation des dictionnaires plus spécialisés, pour les militants cheminots, ceux du Livre-Papier-Carton, les hospitaliers, etc.

Les biographies alsaciennes sont nombreuses dans les volumes déjà parus. Un groupe bénévole d'universitaires, de chercheurs, d'étudiants et de militants s'est constitué : il entend compléter les notices existantes et rédiger les notices nouvelles ; il espère aussi utiliser ce riche matériau pour rédiger collectivement l'histoire des mouvements sociaux, qui fait défaut dans notre riche production éditoriale « alsatique ». Ce collectif a besoin du soutien actif de l'ensemble des organisations auxquelles le Dictionnaire s'intéresse : partis politiques, syndicats de salariés du secteur public et du secteur privé de toutes tendances, syndicats étudiants, coopératives, mutuelles, associations de toutes sortes liées au « mouvement social » du XXe siècle.

En adhérant à Almémos, en nous ouvrant leurs archives, en facilitant nos entretiens avec leurs

membres les plus chevronnés, en nous fournissant éventuellement une petite aide financière supplémentaire destinée à couvrir une partie des frais entraînés par cette recherche, les organisations et les associations contribueront à renforcer leur propre mémoire et à écrire leur propre histoire. Indépendamment des adhésions collectives, notre association souhaite que viennent à elle tous ceux, des plus jeunes aux plus anciens qui souhaitent que la mémoire sociale de l'Alsace du XIXe et du XXe siècle ne meurt pas et que soient développés les travaux historiques sérieux et sans préjugés consacrés à cette face, jusqu'alors peu explorée, de notre passé.

Extraits des statuts de l'Association Alsace Mémoire du Mouvement Social

Article 2. Objet.

L'association a pour objet de contribuer à l'élaboration, la rédaction et la diffusion du Dictionnaire biographique du Mouvement Social, d'encourager et de développer les recherches scientifiques autour de l'histoire du monde ouvrier et du mouvement social en Alsace, de favoriser la conservation des documents et archives les concernant, de faciliter, dans un cadre plus large, les initiatives concernant l'histoire sociale et politique de l'Alsace contemporaine.

Article 3. Moyens d'action.

Pour réaliser son objet, l'association se dote notamment des moyens d'action suivants:

- recueil de témoignages,
- tenue de réunions, de conférences, de tables rondes et de colloques,
- organisation d'expositions,
- organisation de visites, excursions et voyages,
- recueil et conservation d'archives orales, écrites, audiovisuelles et informatiques,
- publications.

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en France et à l'étranger.

**Actualité de l'histoire
sociale.**

<http://www.maitron.org>

Première période 1789-1864 De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale

Cette première période est celle de la naissance du mouvement ouvrier en France. Nous avons choisi de retenir tous ceux qui, à un moment de leur vie, ont œuvré de quelque manière que ce soit à l'amélioration du sort de la classe "la plus pauvre et la plus nombreuse", à son organisation ou à son émancipation.

On trouvera donc non seulement quelques figures marquantes de la Grande Révolution, dont l'exemple a été source d'inspiration pour les générations ultérieures, mais aussi des hommes et des femmes appartenant à des courants de pensée ou des organisations aussi divers que les saint-simoniens, les icariens, les fouriéristes, les néo-babouvistes, les membres des sociétés républicaines et les émeutiers de la monarchie de Juillet, les "démoc-socs" quarante-huitards ou encore les premières militantes féministes. Ont aussi trouvé leur place dans cette partie les poètes ouvriers, les catholiques sociaux ou les compagnons du devoir.

A travers ces 14 549 notices de la première partie, parfois trop brèves, se dégage lentement la notion de militant ouvrier.

Deuxième période 1864-1871 La Première Internationale et la Commune

Couvrant une période chronologiquement restreinte, cette deuxième partie est centrée sur deux avènements fondateurs. Avec la formation de la Première Internationale (AIT) en 1864, naît véritablement le mouvement ouvrier de type moderne. La Commune, qui voit le peuple de Paris en armes tenter d'installer une République communale, démocratique et sociale, et les divers mouvements insurrectionnels provinciaux, marqueront durablement la culture politique du mouvement ouvrier français.

Grâce au dépouillement systématique des archives de la répression et des nombreux travaux parus au cours des vingt-cinq dernières années, nous avons pu présenter la totalité du personnel de l'Internationale et de la Commune de Paris, mais aussi les insurgés provinciaux et les dirigeants des associations ouvrières ou des mouvements coopératifs, soit au total 22 831 notices.

Troisième période 1871-1914 De la Commune à la Grande Guerre

Avec la consolidation du mouvement ouvrier et sa structuration en grandes tendances, les notions de continuité et de responsabilités deviennent centrales dans la définition de ce qu'est un militant. C'est pourquoi ont été systématiquement retenus en premier lieu tous les délégués aux congrès nationaux, syndicaux et socialistes. D'autres familles tels les chrétiens sociaux, les anarchistes, les coopérateurs sont également largement représentées, de même que les intellectuels et artistes engagés, ou encore les femmes.

C'est dire que ces 12 427 notices rendent compte, autant que faire se peut, de la diversité régionale, professionnelle ou idéologique du mouvement ouvrier durant ces années où il s'affirme comme un partenaire social à part entière.

Quatrième période 1914-1940 De la Première Guerre à la Seconde Guerre mondiale

L'extension et la diversification du mouvement ouvrier, sa présence dans chaque canton et dans un nombre croissant de professions, l'importance sociale et politique du Front populaire, ont permis d'établir 56 666 notices individuelles d'hommes et de femmes, appartenant à l'ensemble des courants de pensée se réclamant du mouvement ouvrier, des anarchistes aux chrétiens sociaux en passant par les diverses familles communistes, socialistes ou syndicalistes. Les notices des acteurs ayant eu des responsabilités avant 1940 se prolongent jusqu'à la fin de leur activité militante. Ce cédérom s'ouvre donc largement à la période 1940-1980.

Une attention particulière a été portée aux combattants volontaires des Brigades internationales (4 089 notices).

Les intellectuels engagés trouvent toute leur place dans les années de l'entre-deux-guerres.

Cette période a été enrichie par l'apport des archives de Moscou (CRCEDHC) et en particulier par la consultation de plusieurs centaines de dossiers personnels.

Liste des corpus du Maitron

Corpus déjà activables dans le CD-Rom 1789-1939

- Femmes depuis 1789.
- Conseillers municipaux de la Seine, 1919-1940.
- Combattants volontaires en Espagne républicaine 1936-1939.
- Militants morts pendant la seconde guerre mondiale, en raison de leurs engagements ;
- Gaziers-Electriciens, 1830-1968.

Corpus en cours de constitution 1918-1939, 1939-1968 (nom des responsables pour l'ensemble de la France)

- Parti communiste et organisations annexes (Pennetier, Michel Dreyfus)
- Kominterniens (Pennetier, Groppo).

- Parti socialiste SFIO (Gilles Morin)
- Nouvelle Gauche, PSA, UGS, PSU (Gilles Morin)
- Extrêmes Gauches marxistes et ultra-gauches (Jean-Guillaume Lanuque)
- CGT (Dreyfus)
- CGT-FO (Dreyfus).
- CFTC (Frank Georgi)
- CFDT (Frank Georgi).
- FEN (Dreyfus, Jacques Girault).
- UFF (Jacqueline Tardivel).
- Militants associatifs (Auberges de jeunesse, Scoutisme, Francas, MJC, FSCF, FSGT, JPA, MFPP, PEC, TEC, Tourisme et Travail, UCJG, Ligue de l'Enseignement, Cimade, ADELS, Vaillants, CEMEA, etc.) (Geneviève Poujol, Françoise Tétard).
- FSGT (Nicolas Ksiss).
- Mouvements chrétiens ou d'origine chrétienne (LOC/F, MLP, MLO ; AFO-APF-CSF ;

- ACO, mouvements protestants, intellectuels chrétiens ; TC ; Economie et Humanisme ; La vie nouvelle, etc. (Bruno Duriez).
- JOC/F (Eric Belouet).
- Missionnaires au Travail (Nathalie Viet-Depaule).
- Intellectuels (Nicole Racine).
- Livre-Presse-Papier-Edition (Isabelle Olivero).
- Mineurs.
- PTT.
- Cheminots (Marie-Louise Goergen).
- Fonctionnaires (Jeanne Siwek-Pouydesseau).
- Etudiants.
- Mutualistes (Dreyfus).
- Italiens (Dreyfus).
- Allemands exilés politiques (Nathalie Raoux).

Chronologie des consultations électorales en Alsace de 1945 à 1968

- 23 – 30 septembre 1945 élections municipales (retardées) et cantonales.
- 21 octobre 1945 référendum et élections à l'Assemblée constituante.
- 5 mai 1946 référendum, rejet du premier projet constitutionnel.
- 2 juin 1946 élection de la seconde Assemblée constituante.
- 13 octobre 1946 référendum, adoption de la Constitution de la Quatrième République.
- 10 novembre 1946 élections législatives.
- 24 novembre 1946 élections des grands électeurs du Conseil de la République.
- 8 décembre 1946 élection du Conseil de la République.
- 24 avril 1947 élections aux caisses primaires de Sécurité sociale et aux caisses

- d'Allocations familiales.
- 19 – 26 octobre 1947 élections municipales.
- 7 novembre 1948 élections au Conseil de la République.
- 8 juin 1950 élections aux caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales.
- 17 juin 1951 élections législatives.
- 7 – 14 octobre 1951 élections cantonales.
- 26 avril – 3 mai 1953 élections municipales.
- 17 novembre 1955 élections aux caisses de Sécurité sociale.
- 2 janvier 1956 élections législatives.
- 20 – 27 avril 1958 élections cantonales.
- 28 septembre 1958 référendum, adoption de la Constitution de la Cinquième République.
- 23 – 30 novembre 1958 élections législatives.
- 8 – 15 mars 1959 élections municipales.
- 26 avril 1959 élections sénatoriales.

- 8 janvier 1961 référendum sur l'autodétermination de l'Algérie.
- 8 avril 1962 référendum sur l'approbation des accords d'Évian.
- 28 octobre 1962 référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel.
- 18 – 25 novembre 1962 élections législatives.
- 8 – 15 avril 1964 élections cantonales.
- 14 – 21 mars 1965 élections municipales.
- 26 septembre 1965 élections sénatoriales.
- 5 – 19 décembre 1965 élection présidentielle.
- 5 – 12 mars 1967 élections législatives.
- 24 septembre – 1er octobre 1967 élections cantonales.
- 23 – 30 juin 1968 élections législatives.

Une chronologie des élections partielles dans les deux départements sera publiée ultérieurement.

KRUMNOW Frédo

[Krumnow Alfred Louis]. Né le 29 mai 1927 à Mulhouse (Haut-Rhin), mort le 19 mai 1974 à Bourg d'Oisans (Isère) ; employé ; militant de la Jeunesse ouvrière chrétienne, des Associations populaires familiales, de la CFTC puis de la CFDT, de la Jeune République, de l'Union de la Gauche Socialiste, du Parti socialiste unifié ; permanent régional de la JOC (1946-1948), permanent national de la JOC (1948-1951), vice-président de l'UD CFDT du Haut-Rhin (1964-), président départemental des Associations populaires familiales du Haut-Rhin, secrétaire général de la Fédération CFTC puis CFDT du textile (1960-), puis de la fédération CFDT Hacuitex, secrétaire national de la CFDT (1970-1973).

Frédo Krumnow naquit à Mulhouse le 29 mai 1927. Son père Guillaume Frédéric Auguste Krumnow (né à Mulhouse le 27 août 1891, mort à Mulhouse le 26 novembre 1948) était un ouvrier issu d'une famille allemande protestante. Il avait conservé, après le retour de l'Alsace à la France en 1918, sa nationalité d'origine. Pourtant son mariage avec une Alsacienne, Louise Marie Hassler, ouvrière catholique (née à Mulhouse le 2 avril 1896, morte à Pfastatt le 8 avril 1960), aurait dû lui permettre d'obtenir la nationalité française. Elevé dans la Cité ouvrière de Mulhouse, dans une famille de tradition socialiste et cégétiste, le jeune Frédo fit partie un moment du mouvement socialiste de l'enfance ouvrière, les Faucons Rouges. Dispensé à la demande de ses parents des cours de religion (obligatoires en Alsace-Moselle), il suivit quand même l'enseignement religieux catholique et fit sa communion solennelle. Comme tous les ressortissants allemands, le père de Frédo fut interné en septembre 1939 par les autorités françaises, puis il s'engagea comme prestataire volontaire dans une compagnie de travailleurs étrangers. Après l'annexion de fait de l'Alsace au Grand Reich en 1940, ce « Reichsdeutscher » (sujet allemand originaire du territoire du Reich) fut obligé d'adhérer à

l'Opferring « cercle de sacrifice » (organisation créée par les Nazis en Alsace en attendant la mise en place du parti), puis en 1942 à la NSDAP. Incorporé dans l'armée allemande, le père de Frédo subit à son retour en Alsace libérée les rigueurs de l'épuration : interné au camp du Struthof jusqu'au 13 mars 1946, il resta interdit de séjour dans le Haut-Rhin jusqu'en août 1946. Le jeune Frédo, quant à lui, suivit, pendant l'occupation, des cours de commerce en allemand à Mulhouse, tout en cherchant à approfondir ses connaissances scientifiques dans des livres français, sauvés des autodafés nazis. Avec ses camarades, il se livra à de menus actes de résistance. En août 1943, il entra comme apprenti à la caisse d'épargne de Mulhouse. En janvier 1944, à seize ans, il fut incorporé en Bade dans un camp de préparation militaire, puis en mai au service du travail obligatoire (RAD) à Coblenze. Il réussit à s'évader avant son incorporation de force dans l'armée allemande et à rejoindre Mulhouse la veille de la libération de la ville, donc le 20 novembre 1944. Frédo Krumnow reprit alors son travail à la caisse d'épargne et adhéra à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne en juillet 1945. En septembre 1946, il devint permanent de la JOC pour l'Alsace, adjoint d'Eugène Descamps (voir ce nom), chef de province pour l'Alsace-Lorraine et, en 1948, permanent national chargé de la branche des apprentis et des contacts avec la JOC allemande. En 1951, il décida de « retourner à la base » et grâce à Robert Moussay (voir ce nom), trouva un emploi chez Schaeffer-Impression à Pfastatt (Haut-Rhin). Il milita désormais à la Confédération française des travailleurs chrétiens et fut un partisan convaincu de sa transformation en Confédération française démocratique du travail (1964). Il fut vice-président de l'Union départementale du Haut-Rhin de la CFDT. Frédo Krumnow, se maria le 31 mai 1952 à Battenheim (Haut-Rhin) avec Madeleine Kuentz, employée, née le 18 janvier 1923 à Mulhouse. Ils eurent quatre enfants. Il milita aussi aux Associations Populaires Familiales (dont il fut président départemental), dans

une coopérative d'HLM, à l'Action Catholique Ouvrière, aux Amis de Témoignage Chrétien, à l'ORCO (Organisation des consommateurs du Haut-Rhin), mais aussi dans des mouvements politiques, la Jeune République, puis l'Union de la Gauche socialiste (1957-1960) et enfin, à partir de sa création en 1960, le Parti Socialiste Unifié. Il resta chez Schaeffer, dont il avait été secrétaire du comité central d'entreprise, lorsqu'en 1960, il fut élu secrétaire général de la Fédération du textile, devenue ultérieurement Fédération de l'habillement, du cuir et du textile (HACUITEX). Licencié pour suppression de poste en 1966, il gagna alors Paris avec sa famille pour s'y consacrer entièrement au syndicalisme. En mai 1966, après une longue réflexion collective et un voyage en Yougoslavie (septembre 1965), il présenta au congrès de sa fédération le premier rapport syndical consacré à l'autogestion. Il joua un rôle essentiel lors de la grève du personnel de la Rhodiaceta à Besançon et à Lyon (25 février-24 mars 1967). Le 27 mai 1968, c'est lui qui prit la parole au nom de plusieurs fédérations CFDT (Chimie, Métallurgie, Cadres, Hacuitex) à la manifestation organisée par l'Union Nationale des Etudiants de France au stade Charléty à Paris. Au congrès confédéral de 1970, il défendit face au document de la direction un texte, soutenu par Hacuitex, les Services et les PTT, d'orientation «-gauchiste-» prônant la lutte des classes au nom des aspirations de la «révolte» de mai 1968 et du «-courant mondial de contestation-», tout en n'excluant pas la négociation. Cette motion n'obtint que 26,7% des mandats. Il devint pourtant membre de la commission exécutive de la CFDT avec le titre de secrétaire national. Il y fut chargé de l'information et de l'emploi, puis devint en mars 1971, lors de l'élection d'Edmond Maire au secrétariat général, son successeur comme responsable de l'action revendicative. Il était devenu l'un des leaders de l'aile gauche de la CFDT et contribua de façon décisive à l'orienter vers le «-socialisme autogestionnaire-». Le cancer l'obligea en 1973 à abandonner ses responsabilités syndicales. Il consacra ses der-

Exemples de notices

niers mois à la méditation théologique et mystique (très marquée par l'influence du père Teilhard de Chardin qu'il avait découvert après la guerre), à la réflexion politique et à l'écriture. Il mourut à Bourg d'Oisans (Isère) le 19 mai 1974.

Œuvres : Poèmes en dialecte dans Klapperstei, Mulhouse - Que faire dans les trois ans qui viennent? ; Le Nouvel Observateur du 19 mars 1973 - Introduction à Quatre grèves significatives, Paris, 1973 (rééditée dans CFDT au cœur) - Croire ou le feu de la vie, Paris, 1975 - CFDT au cœur, Paris, 1976.

Sources : L'Alsace, Mulhouse, 21 et 28 mai 1974 - Le Monde du 21.5.1974 ; Le Travailleur d'Alsace, juin 1974 - Préface de Roger

Toutain à CFDT au cœur, 1976 - Cahiers de l'Alsace Rouge, 1977, n° 3 et 4 - Charles Dillinger (dir.), De Wissembourg à Sélestat. 50 ans de J.O.C., Strasbourg, 1979, p.171, 172, 177 - Encyclopédie de l'Alsace, t.8, p.4575 (J.-C. Richez) - Hervé Hamon, Patrick Rotman, La deuxième gauche. Histoire intellectuelle et politique de la CFDT, Paris, 1982 - Pierre Cour-Salies, La CFDT, un passé porteur d'avenir, Montreuil, 1988 - Guy Groux, René Mouriaux, La C.F.D.T., Paris, 1989 - Odile Fournier, Les chemins de l'innovation. L'analyse d'un processus de création collective par des militants de gauche et de tradition chrétienne à Mulhouse de 1945 à 1965, Mémoire Licence en sciences sociales appliquées au travail,

Strasbourg II, 1989 - Michel Branciard, Histoire de la CFDT, Paris, 1990 - Lettre de Madeleine Krumnow à Léon Strauss, 7 novembre 1990 - Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne, n°22, 1994, p.2123-2124 - Frank Georgi, L'invention de la CFDT 1957-1970, Paris, Editions de l'Atelier/CNRS Editions, 1995 - Frank Georgi, Eugène Descamps, chrétien et syndicaliste, Les Editions de l'Atelier, Paris, 1997.

Léon Strauss

WEBER Lucien

Né le 30 janvier 1904 à Strasbourg (Basse-Alsace, Alsace-Lorraine), mort le 21 août 1990 à Roquebrune-Cap Martin (Alpes-Maritimes) ; fonctionnaire des PTT ; syndicaliste CGT, puis CGT-FO à Strasbourg, militant socialiste SFIO, résistant dans l'Indre, déporté ; secrétaire régional à la propagande du Parti socialiste SFIO, secrétaire général de l'Union départementale CGT-Force Ouvrière du Bas-Rhin.

Lucien Weber est né le 30 janvier 1904 à Strasbourg en Alsace annexée. Il fit à Strasbourg une carrière de fonctionnaire des PTT : contrôleur, puis inspecteur, puis inspecteur central des PTT. Il fut pendant plusieurs années secrétaire régional de la Fédération postale CGT. Il fut blâmé pour indiscipline par l'Union locale CGT de Strasbourg ; ce blâme fut confirmé le 16.5.1933 par une résolution de l'Union départementale. Après l'évacuation de Strasbourg en septembre 1939, il fut affecté dans les Alpes-Maritimes. Après l'armistice de juin 1940, il refusa de rentrer en Alsace annexée et nazifiée. L'administration de Vichy le muta d'office à Argenton-sur-Creuse (Indre), où il devint l'un des dirigeants de la Résistance. Arrêté le 17 février 1944, il fut déporté au camp de concentration d'Oranienburg (matri-

cule 85083) puis à celui de Neuen-gamme (matricule 33605). En 1945, il revint dans l'Indre et fut, avant son retour à Strasbourg, secrétaire de la section socialiste SFIO d'Argenton-sur-Creuse. À Strasbourg, il figura sur la liste socialiste lors des élections municipales de 1947. En 1948, il était membre du comité fédéral SFIO et secrétaire régional à la propagande, mais ce poste de permanent fut supprimé comme celui des 27 autres délégués régionaux par mesure d'économie et en raison de leur faible rendement. Il avait tenté en vain de structurer la Troisième Force dans le Bas-Rhin, mais il s'était heurté à l'opposition du MRP. En 1950, il était secrétaire adjoint du groupe Jean Jaurès à Strasbourg. Après la scission syndicale de décembre 1947, il fut la cheville ouvrière de l'anticommunisme syndical à Strasbourg et il devint secrétaire général de l'Union départementale Force Ouvrière du Bas-Rhin en 1953. L'UD FO recueillit 200 nouvelles adhésions après la grève d'août 1953. Le congrès annuel de FO de février 1954 vota à l'unanimité pour son texte qui refusait tout contact avec la CGT et préconisait un rapprochement avec la CFTC. Lors du congrès de l'UD-FO le 6 mars 1955, son rapport moral faisait état d'une certaine progression de l'UD qui compterait 5 500 adhérents inscrits, soit une augmentation de 300 mem-

bres depuis un an. Ce chiffre paraissait exagéré aux Renseignements généraux. En juillet 1955, le préfet constatait que, sous l'impulsion de Weber, l'UD avait réussi à se donner une plus grande stabilité, à régler ses dettes et même à réussir une petite progression des effectifs dans le secteur privé, où les effectifs de FO restaient très réduits (250 dans le textile, 200 dans la métallurgie, 50 dans le transport). Il avait démissionné de la SFIO en 1956 après l'entrée en fonction du gouvernement Guy Mollet. En mars 1957, il demanda sa réintégration, qui se heurta à de fortes réticences dans la Fédération du Bas-Rhin à cause de son « caractère instable » et de ses « méthodes par trop autoritaires ». Lucien Weber, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, médaille de la Résistance, mourut à Roquebrune-Cap Martin (Alpes-Maritimes) le 21 août 1990.

Sources : Freie Presse, Strasbourg, 18 mai 1933 - Dernières Nouvelles d'Alsace, 28 août 1990 - L'Ours, Cahier et Revue, n°175, mai-juin 1987, p.25 - Arch. dép. Bas-Rhin, 544 D 9, 10, 11, 12.

Stéphane Muckensturm et Léon Strauss.

JOURNÉES D'ÉTUDES PUBLIQUES DES 9 ET 10 NOVEMBRE 2001

Pôle Européen de Gestion et d'Économie

61 avenue de la Forêt-Noire, Strasbourg — Amphi 4

L'autobiographie : histoire vécue, histoire reconstruite, histoire officielle ?

Vendredi 9 novembre ■ 17 h – 19 h

Enjeux et stratégies de l'autobiographie

pour celui qui raconte et celui qui interroge

Philippe Lejeune

maître de conférences Paris Villetaneuse
auteur du *Pacte biographique*, Paris 1996

Samedi 10 novembre ■ 9 h – 11 h

Parler de soi. Travailler sur soi.

Une lecture de biographies de cadres communistes de la période stalinienne

Brigitte Studer

Professeur d'histoire suisse et contemporaine à l'Université de Berne
Auteur du *Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931 à 1939*, Lausanne, 1994

■ 11 h – 12 h

Témoignage sur une autobiographie en cours

Jean-Claude Richez

professeur d'histoire
collaborateur du Maitron

Adresses

Président

Léon Strauss
6 rue Daniel Hirtz
67000 Strasbourg
03 88 36 63 09
courriel : strastra@noos.fr

Secrétaire

Patrick Auzende
12 rue de Bienne
67000 Strasbourg
03 88 52 14 29
courriel : auzende@yahoo.fr

Trésorière

Françoise Olivier-Utard
18 rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
courriel : francoise.olivier-utard@gersulp.u-strasbg.fr

Site Maitron

www.maitron.net

Gérant de la publication

Léon Strauss

Documents de travail

L'association a trouvé bon de fournir régulièrement des documents de travail à ses collaborateurs, dans une perspective inter-active. Ce numéro contient une chronologie des élections qui se sont tenues dans la période qui nous concerne (1939-1968). C'est un point de départ. D'autres documents sont disponibles ou pourraient être rassemblés.

Quelles sont vos demandes prioritaires ?

Acceptez-vous de participer à leur collecte et leur mise en forme ?

Avez-vous des suggestions ?

Vos réponses sont attendues.
Joindre Léon Strauss :
03-88-36-63-09.

Documents chronologiques

- les grandes dates syndicales nationales
- les grandes dates syndicales

locales

- les grandes dates syndicales internationales
- les grandes dates de l'histoire des partis
- les repères en histoire locale

Documents iconographiques

- expositions prévues
- références d'émissions télé ou radio
- constitution d'une banque de cassettes vidéo
- constitution d'une banque d'images

Documents bibliographiques

- liste bibliographique de la période concernée
- revue de presse
- comptes-rendus d'ouvrages
- constitution d'un fonds de bibliothèque

Internet

- information sur ce qui est disponible sur le site Maitron
- possibilité de télécharger des documents disponibles au secrétariat d'Almémós.

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association ou à la trésorière

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande d'adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Montant de la cotisation pour l'année 2001 :
50 F (particuliers) — 200 F (personnes morales)

- Règlement par chèque à l'ordre d'Almémós
- Règlement par virement :
CME – 67, rue Jean Monnet – BP 63 – 67038 Eckbolsheim
Compte 10278 · 01900 · 00031082145 · 39

Date

Signature